

# ① Le traité de l'Élysée ( 22 janvier 63 )

Les deux gouvernements se consulteront, avant toute décision, sur toutes les questions importantes de politique étrangère et, en premier lieu, sur les questions d'intérêt commun, en vue de parvenir, autant que possible, à une position analogue [...]. Cette consultation portera entre autres sur les sujets suivants : problèmes relatifs aux communautés européennes et à la coopération politique européenne ; relations Est-Ouest, à la fois sur le plan politique et sur le plan économique ; affaires traitées au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et des diverses organisations internationales auxquelles les deux gouvernements sont intéressés, notamment le Conseil de l'Europe [...].

Dans le domaine de l'éducation, l'effort portera principalement sur les points suivants. [Pour] l'enseignement des langues, les deux gouvernements reconnaissent l'importance essentielle que revêt pour la coopération franco-allemande la connaissance, dans chacun des deux pays, de la langue de l'autre. Ils s'efforceront, à cette fin, de prendre des mesures concrètes en vue d'accroître le nombre des élèves allemands apprenant la langue française et celui des élèves français apprenant la langue allemande.

Traité sur la coopération franco-allemande, dit « traité de l'Élysée », Paris, 22 janvier 1963.

tenter de parler d'une même voix en matière géopolitique

importance portée à la jeunesse des 2 pays en liaison avec l'apprentissage des langues respectives

## ② Jean Monnet à Konrad Adenauer

Monsieur le Chancelier,

2 juillet 1966

Je me revois avec vous au mois de mai 1950... L'Allemagne était occupée. À l'Est et à l'Ouest, la guerre froide obsédait les esprits. Nos pays, devenus trop étroits, sauraient-ils s'adapter au monde nouveau issu de la guerre? [...] Il fallait organiser une Europe unie, par des accords librement conclus, par étapes, entre les nations européennes. [...]

Cette Communauté économique européenne s'édifie sous nos yeux [...]. Bientôt, j'espère, viendra se joindre la Grande-Bretagne...

L'organisation d'une Europe forte est indispensable pour assurer une collaboration dans l'égalité avec l'Amérique [...] pour organiser entre l'Est et l'Ouest une coexistence pacifique [...] permettant de réunir les Allemands aujourd'hui séparés.

Nous avons la chance d'être dans une période où il est possible d'envisager l'organisation d'une paix stable entre l'Europe, l'Amérique et l'Union soviétique, pour leur propre bien et aussi celui du reste du monde.

J. MONNET, *Le Chancelier Adenauer et la construction de l'Europe*, Centre de recherches européennes, Lausanne, 1966.

une Europe en paix ayant retrouvé sa place au sein de la géopolitique mondiale afin d'envisager la réunification allemande .... !

## ③ Le général de Gaulle s'oppose à la candidature britannique

« L'Angleterre, en effet, est insulaire, maritime, liée par ses échanges, ses marchés, son ravitaillement, aux pays les plus divers et souvent les plus lointains. Elle exerce une activité essentiellement industrielle et commerciale et très peu agricole. Elle a, dans tout son travail, des habitudes et des traditions très marquées, très originales (...). La question est de savoir si la Grande-Bretagne, actuellement, peut se placer, avec le continent et, comme lui, à l'intérieur d'un tarif qui soit véritablement commun, renoncer à toute préférence à l'égard du Commonwealth, cesser de prétendre

que son agriculture soit privilégiée (...). Il faut convenir que l'entrée de la Grande-Bretagne (...) changera complètement l'ensemble des ajustements, des ententes, des compensations, des règles, qui ont été établies déjà entre les Six (...). Il est à prévoir que la cohésion de tous ses membres, qui seraient très nombreux, très divers, n'y résisterait pas longtemps et, qu'en définitive, il apparaîtrait une Communauté atlantique colossale sous la dépendance et la direction américaines. »

Conférence de presse du général de Gaulle, 14 janvier 1963.

le particularisme anglais aurait des difficultés à s'insérer dans les critères de la CEE et vice versa

“ cheval de Troie des Etats Unis ”

spécificité séculaire de l'Angleterre liens étroits avec “ son ” Commonwealth

## 4 vision de l'Europe selon Margaret Thatcher

« Ma première idée force est celle-ci : une coopération volontaire et active entre États souverains indépendants est le meilleur moyen de construire une Communauté européenne réussie. Il serait hautement préjudiciable de supprimer la nationalité et de concentrer le pouvoir au centre d'un conglomérat européen (...). L'Europe sera plus forte si elle compte précisément en son sein la France en tant que France, l'Espagne en tant qu'Espagne, la Grande-Bretagne en tant que Grande-Bretagne, chacune avec ses coutumes, traditions et particularités (...).

vision souverainiste et caricaturée ( suppression des nationalités européennes ) à l'excès ( approche "fédéraliste " de la CEE totalement infondée )

Nous devons faire notre possible pour maintenir l'engagement des États-Unis envers la défense de l'Europe. Cela signifie reconnaître la charge que représente pour eux le rôle mondial qu'ils assument (...). Nous devons développer l'UEO<sup>1</sup>, non pas comme une alternative à l'OTAN, mais comme moyen de renforcer la contribution de l'Europe à la défense commune de l'Occident. »

Discours de Margaret Thatcher, Premier ministre, le 20 septembre 1988, à Bruges.

1. UEO: Union de l'Europe occidentale, alliance militaire entre pays européens.

rappel de la " Relation Spéciale " avec les Etats Unis ( Thatcher très proche de R Reagan ) atlantisme revendiquée pour la défense de l' Europe

## 5 Davis Cameron à l'origine du Brexit

Le Premier ministre conservateur David Cameron a tenté mardi de désamorcer la surenchère eurosceptique qui déchire son parti en inscrivant dans un projet de loi sa promesse de convoquer un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE d'ici 2017.

Selon ce texte, présenté par les Tories<sup>1</sup>, le libellé de la question posée lors du référendum sera : « Pensez-vous que le Royaume-Uni devrait rester un membre de l'Union européenne ? » Le projet de loi, qui précise également que le référendum doit être organisé avant le 31 décembre 2017, est très vraisemblablement voué à l'échec au Parlement en raison de l'opposition des Travailleurs et des Libéraux-Démocrates, membres de la coalition gouvernementale et europhiles déclarés. [...]

organiser un référendum sur l'Europe pour conforter une majorité politique

Alarmée par la percée électorale du parti populiste et anti-européen UKIP, la frange eurosceptique des Tories mène actuellement la vie dure à David Cameron. [...]

Les eurosceptiques sont galvanisés par les sondages qui montrent un désenchantement croissant des Britanniques vis-à-vis de l'UE. Selon une enquête publiée le 8 mai, 46 % des Britanniques veulent en sortir. Un autre sondage paru lundi montre que 35 % des Britanniques sont pour l'organisation immédiate d'un référendum sur l'UE. Et seuls 22 % d'entre eux se disent certains de voter pour un maintien dans l'UE.

« David Cameron concède un référendum aux eurosceptiques britanniques », *Libération*, 14 mai 2013.

1. Nom donné au parti conservateur en Angleterre.

poussée populaire et sondage mettant en valeur le pourcentage croissant d'eurosceptique britanniques